

ÉROSION DU MULTILATÉRALISME ET POLARISATION DANS L'ARCTIQUE

FRANÇOIS FLEURIOT
24 MAI 2023



Crédit photo : forzearmate.org

DEFINSEEC.COM

DEFINSEEC@GMAIL.COM

06 20 91 10 85

ÉROSION DU MULTILATÉRALISME ET POLARISATION DANS L'ARCTIQUE

Cet article vise à présenter les conditions ayant permis la mise en place d'une coopération inter-étatique entre les puissances régionales à la fin de la Guerre froide, et comment cette entente s'est-elle affaiblie au travers de l'étude du partenariat arctique sino-russe et des divisions au sein du camp occidental, jusqu'à sa rupture causée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en février 2022.

Suite à l'invasion russe de l'Ukraine, toute coopération dans la zone arctique entre les pays occidentaux et la Russie a été rompue le 3 mars suivant, lors d'un communiqué des 7 États occidentaux membres du Conseil de l'Arctique. C'était une décision sans précédent car le dialogue au sein de cette zone avait permis jusque-là de surmonter les crises, à tel point qu'on appelait cette coopération "*l'exceptionnalisme arctique*", plaçant la région à part dans les événements du monde.

Cette étude vise à présenter la mise en place de la coopération internationale à partir de la fin de la Guerre froide puis les politiques arctiques des états russes et chinois afin d'expliquer comment l'Arctique est devenue une zone victime de la bipolarisation entre les états arctiques occidentaux et le bloc sino-russe.

Ainsi, cette note présente dans une première partie tout d'abord la fondation du système ayant permis d'établir une coopération inter-étatique dans la région arctique à la fin de la Guerre froide, avant d'en présenter les faiblesses qui ont causé un risque sur le long terme.

Dans une seconde partie, la politique arctique de la Russie et de la Chine sera examinée en vue d'en comprendre les conséquences sur le dialogue au sein du Conseil de l'Arctique pour enfin présenter dans une troisième partie l'affaiblissement de la coopération internationale depuis 2014 et enfin les conséquences liées à l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022.



Crédits : Carte de l'Arctique. Gyfex.

ÉROSION DU MULTILATÉRALISME ET POLARISATION DANS L'ARCTIQUE

UN DÉBUT PROMETTEUR MAIS AYANT CRÉÉ UN SYSTÈME AVEC DES FAIBLESSES

La fin de la Guerre froide a permis d'établir des liens de coopération entre les pays de la région car l'Arctique fut perçu comme un théâtre d'importance militaire secondaire en raison de l'effondrement de l'Union Soviétique. L'affaiblissement géopolitique et économique de la Russie ont empêché Moscou de pouvoir maintenir une présence militaire active, l'obligeant à collaborer avec ses adversaires pour stabiliser la région. En conséquence, l'absence d'une présence militaire russe et le pivot des États-Unis vers le Moyen-Orient ont permis la création de liens inter-étatiques durables dans la région.

L'élément déclencheur fut, selon Kristian Åtland, spécialiste de l'Arctique au Norwegian Defense Research Establishment, le discours de Gorbatchev pour lancer une politique de détente dans l'Arctique à Mourmansk en 1987. Ce discours marque un tournant dans la politique soviétique, désormais prête à coopérer avec l'Occident pour protéger la région.



Crédits : Les ministres de l'environnement de l'Arctique à Rovaniemi en 1991. Photo (c) Lapin Kansa newspaper archives.

Ce discours a été utilisé par la Finlande pour soutenir les États régionaux à faire plus d'efforts afin de protéger l'environnement arctique, mis à risque par la présence de missiles nucléaires dans la péninsule de Kola, principale base soviétique.

La conférence de Rovaniemi tenue en 1989 fut ainsi la toute première réunion pour traiter des problèmes environnementaux de la région entre les pays du Cercle Arctique et établir des liens de coopération scientifique et environnementale. Cette coopération prit un angle politique, lorsque le gouvernement du Premier ministre canadien Mark Mulroney proposa, avant la conférence, de créer un conseil arctique. Ce conseil servirait de structure pour coordonner les efforts de chaque pays arctique dans la lutte pour la protection de l'environnement. Whitney Lackenbauer et Ryan Dean, deux chercheurs canadiens, considèrent que la décision du gouvernement Mulroney avait pour objectif d'aider à installer une coopération entre les deux grandes puissances russes et américaines. En proposant de créer une structure ad hoc, le Canada a pu ainsi en créer l'agenda selon ses priorités, expliquant ainsi potentiellement l'importance accordée par le Conseil à la protection de l'environnement et au bien-être des populations vivant dans l'Arctique.

RISQUES CAUSÉS PAR LES FAIBLESSES DU SYSTÈME

La déclaration d'Ottawa signée le 16 Septembre 1996, fut l'aboutissement du processus de discussions entre les États. Le Conseil de l'Arctique fut créé dans l'objectif de continuer les efforts accomplis dans la protection de l'environnement via la déclaration de l'AEPS (Arctic Environment Protection Strategy), signée en 1991. Mais l'institutionnalisation de cette coopération dans le théâtre arctique n'était présente uniquement dans les domaines économiques, scientifiques, maritimes et environnementaux.

Une clause de la déclaration a exempté le Conseil de tout sujet lié à la sécurité militaire et de souveraineté politique, signe de la volonté des signataires de ne pas risquer de bloquer l'institution dans ses travaux en y intégrant un sujet régalien. Ce projet s'était heurté au refus des États-Unis d'y intégrer la sphère de défense et de sécurité ainsi que d'accorder au Conseil le statut selon le droit international d'une organisation internationale. Washington ne voulait prendre le risque de créer une seconde organisation qui pourrait contrebalancer le rôle des Nations Unies dans la région.

Ainsi, malgré une rapide mise en place de l'institution centrale à la coopération dans la région, le Conseil de l'Arctique n'a pas été doté de l'autorité nécessaire pour imposer tout contrôle des actions des États membres ainsi que toute législation approuvée par le Conseil, ses déclarations n'ayant pas la valeur de traités internationaux. L'absence de pouvoir de décision sur la question militaire signifiait également que la stabilité dans la région serait assurée par les États, et qu'il ne serait pas possible pour le Conseil d'empêcher toute manœuvre nuisant à l'équilibre régional.

La non-ratification par les États-Unis de la Convention de 1982 sur le Droit de la Mer a limité les efforts de coopération entre États et empêché toute résolution officielle de disputes dans la région au sein de l'ONU. En particulier la dispute entre les États-Unis et le Canada sur le statut international du passage du Nord-Ouest et l'accord sur la frontière maritime entre l'Union Soviétique et les États-Unis. L'absence de résolutions des disputes territoriales entre les principales puissances régionales a mis à risque la stabilité régionale sur le long terme, bien que certains états se soient mis d'accord sur des frontières communes.

Cette stabilité régionale dépendait ainsi grandement de la politique arctique des États membres du Conseil. En particulier, la Russie peut être considérée comme ayant la plus grande capacité d'influence sur les événements régionaux, en raison de son contrôle de 40% du territoire total.

ÉROSION DU MULTILATÉRALISME ET POLARISATION DANS L'ARCTIQUE

LA POLITIQUE RUSSE DANS L'ARCTIQUE : COOPÉRATION ET AMBITION

La politique menée par la Russie dans les territoires arctiques et les autres états est motivée par deux raisons : un accès total aux ressources de la région et la protection du territoire russe par pression économique et intimidation militaire. Mais l'agenda ultra-nationaliste de l'élite russe et la méfiance grandissante envers l'expansion de l'OTAN vers l'est de l'Europe après 2009 va avoir un impact durable sur la politique arctique menée par Moscou.



La Russie veut accéder aux ressources de la région pour alimenter son économie et ses exportations à l'international. Les ressources dans le pôle sont très riches, surtout en hydrocarbures, la communauté scientifique estimant que 13% des réserves de pétrole et 30% des réserves de gaz mondiales y sont présentes, rendant de ce fait leur contrôle une nécessité stratégique pour tout pays voulant contrôler les futurs flux d'énergie mondiaux.

De ce fait, la stratégie économique de la Russie repose sur l'exploitation du potentiel maritime de son territoire et la recherche de nouveaux gisements d'hydrocarbures.

La Russie veut utiliser le passage du Nord-Est, qui relie la mer du Nord au détroit de Béring et qu'elle considère comme mer intérieure, pour attirer les investisseurs étrangers dans la région en vendant les gains de temps de l'utilisation de cette route : un raccourcissement du temps de trajet d'Asie du Sud-Est en Europe de moitié.

Cela lui permettrait de se découpler des routes commerciales occidentales et de potentiellement créer un moyen de pression supplémentaire sur les pays européens qui dépendent du commerce avec la Chine.

ÉROSION DU MULTILATÉRALISME ET POLARISATION DANS L'ARCTIQUE

LA POLITIQUE RUSSE DANS L'ARCTIQUE : COOPÉRATION ET AMBITION

La Chine a évalué sa participation comme étant nécessaire pour ses intérêts économiques et commerciaux dans la région. On peut déterminer deux phases de politique chinoise dans l'Arctique. La première est une approche via le partenariat économique avec les États arctiques, cherchant à légitimer le rôle de la Chine dans la région.

Le second s'est progressivement mis en place suite à l'admission de la Chine au Conseil de l'Arctique en 2014. La Chine cherche désormais à se construire un rôle de grande puissance régionale et influencer la gouvernance de cette région qu'elle juge clé à son développement et indépendance économique.



Dès 1980, la Chine montre son intérêt pour la région en fondant un institut de recherche polaire et rejoint en 1996 le Comité International de la Science de l'Arctique. Pékin utilisa sa puissance économique pour s'implanter en Arctique, construisant un premier centre de recherche sur l'île de Svalbard en 2004 et lance des expéditions polaires annuelles depuis son premier voyage en 1999 dans la région d'Inuvik, dans les Territoires du Nord-Ouest du Canada. L'industrie chinoise a besoin des nombreux matériaux rares présents en Arctique pour continuer de fonctionner. C'est pour cette raison que la Chine signa des accords avec la Russie sur l'exportation de gaz depuis l'Arctique russe en 2009, percevant la Russie comme un partenaire nécessaire.

En novembre 2012, lors du 18ème Congrès du Parti Communiste, le secrétaire général sortant Hu Jintao proclama l'ambition chinoise de devenir une grande puissance navale et d'étendre l'influence chinoise en Arctique. L'ambassadeur chinois en Suède Lan Lijun relaie ce message dans un discours, mentionnant la Chine comme étant un 'presque-état arctique', argument qui sera repris par Xi Jinping et les diplomates chinois. La nomination de la Chine en tant qu'observateur au Conseil de l'Arctique lors du Conseil Ministériel de Kiruna le 15 mai 2013 lui a permis d'accomplir son premier objectif sur le court terme : acquérir la légitimité nécessaire pour jouer un rôle dans la région. Sa présence au sein du Conseil n'a pas empêché Pékin de supporter d'autres forums politiques, comme l'Arctic Circle, car l'objectif de la Chine est de briser le contrôle des états arctiques sur les institutions régionales, lui permettant ainsi de prendre un rôle plus important pour définir la future gouvernance arctique et internationale.

EROSION DU MULTILATÉRALISME ET POLARISATION DANS L'ARCTIQUE

Elle a utilisé son statut de membre observateur pour faire augmenter son influence diplomatique, économique et scientifique auprès des États membres. La Chine n'a pas les objectifs militaires de la Russie et veut sécuriser son accès aux ressources de la région, selon sa politique de 'nationalisme énergétique', le gouvernement cherchant à s'approprier et contrôler l'accès aux ressources. C'est pour cela qu'elle a beaucoup investi dans les territoires des États arctiques : 1,4 trillions de dollars entre 2005 et 2017, dont 89.2 milliards principalement dans les infrastructures, le secteur de l'énergie et l'exploitation des mines, en particulier au Groenland.

Contrairement à la Russie, la Chine ne perçoit pas l'Arctique comme une zone de politique étrangère prioritaire pour l'instant. Mais la publication par le gouvernement d'une stratégie arctique en 2018 est la preuve que la Chine maintient sa perception de la région comme une zone d'opportunités économiques et géostratégiques, d'où l'importance d'en avoir le contrôle. La stratégie réaffirme sa volonté de relier l'Arctique au reste du monde et encourage ses entreprises à accéder aux ressources présentes dans le pôle pour les exploiter. Pour cette raison, il est clair que le rôle de la Chine en Arctique va s'accroître dans les prochaines décennies en raison du potentiel de cette région, à la fois en termes énergétiques, mais également géopolitiques et économiques avec l'accélération de la fonte des glaces. La publication en 2021 d'un nouveau plan quinquennal qui inscrit le développement de la Route Polaire de la Soie dans le cadre de l'initiative Belt & Road confirme l'intérêt scientifique et économique chinois dans la région. Cet intérêt repose en partie sur l'utilisation de la Russie comme d'un partenaire plus qu'un allié dans la région.



Crédits : Président Xi Jinping durant le XXe Congrès du Parti Communiste. Noel Celis/AFP

ÉROSION DU MULTILATÉRALISME ET POLARISATION DANS L'ARCTIQUE

UN PARTENARIAT ARCTIQUE SINO-RUSSE DÉVELOPPÉ SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE MAIS LIMITÉ SUR LA COOPÉRATION MILITAIRE ET POLITIQUE

Le partenariat sino-russe dans l'Arctique est principalement économique. Cependant les deux pays n'ont pas la même vision de ce partenariat. La Chine veut un accès aux ressources énergétiques russes pour diversifier ses importations de gaz et de pétrole et diminuer sa dépendance à des routes commerciales contrôlées par les États-Unis, bien qu'une perspective de confrontation directe avec les États-Unis soit en train d'apparaître.

La Russie cherche dans la Chine un partenaire géopolitique fort pour faire opposition à l'Occident et rompre son isolement économique depuis 2014. Cette différence de vision économique est également géopolitique : la Chine s'oppose au contrôle de la région par les huit états arctiques. La Russie ne veut pas d'interventions de pays extérieurs à la zone et perçoit la présence chinoise comme une menace à sa propre place de plus grande puissance arctique.



Suite aux sanctions après l'occupation de la Crimée en 2014 et aux retraits de son territoire des compagnies occidentales, Moscou s'est retrouvée isolée, ne pouvant plus exploiter par elle-même les ressources dans ses régions arctiques. Afin de parvenir à diversifier ses ventes énergétiques, la Russie se tourna vers l'Asie, cherchant dans l'Inde, la Corée, le Japon et la Chine des partenaires capables d'investir dans ses territoires et de supporter le développement de la Route du Nord-Est.

La Chine, tout juste nommée au Conseil de l'Arctique, a perçu l'opportunité comme pouvant renforcer la présence chinoise dans la région et son influence sur la Russie. Bien que la Chine et la Russie ont signé plusieurs accords d'investissement chinois dans l'Arctique russe, ce partenariat demeure toujours limité. De fait, la Chine se montre très prudente dans ses investissements dans les projets et ne l'a jamais fait avec ses principales banques, en raison de ses liens économiques très forts avec Washington.

Les deux pays ont continuellement réaffirmé leur collaboration sur le plan géopolitique contre la domination des États-Unis, percevant l'Arctique comme un autre théâtre de lutte face à Washington. Toutefois, cela ne signifie pas que leur relation est d'égal à égal, les deux pays ayant leur propre vision sur le long terme dans l'Arctique.

ÉROSION DU MULTILATÉRALISME ET POLARISATION DANS L'ARCTIQUE

L'AFFAIBLISSEMENT DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE POST-2014

La Chine a utilisé son statut de membre observateur pour faire augmenter son influence diplomatique, économique et scientifique auprès des États membres.

La Chine n'a pas les objectifs militaires de la Russie et veut sécuriser son accès aux ressources de la région, selon sa politique de 'nationalisme énergétique', le gouvernement cherchant à s'approprier et contrôler l'accès aux ressources. C'est pour cela qu'elle a beaucoup investi dans les territoires des États arctiques : 1,4 trillions de dollars entre 2005 et 2017, dont 89.2 milliards principalement dans les infrastructures, le secteur de l'énergie et l'exploitation des mines, en particulier au Groenland.



Contrairement à la Russie, la Chine ne perçoit pas l'Arctique comme une zone de politique étrangère prioritaire pour l'instant. Mais la publication par le gouvernement d'une stratégie arctique en 2018 est la preuve que la Chine maintient sa perception de la région comme une zone d'opportunités économiques et géostratégiques, d'où l'importance d'en avoir le contrôle. La stratégie réaffirme sa volonté de relier l'Arctique au reste du monde et encourage ses entreprises à accéder aux ressources présentes dans le pôle pour les exploiter.

Pour cette raison, il est clair que le rôle de la Chine en Arctique va s'accroître dans les prochaines décennies en raison du potentiel de cette région, à la fois en termes énergétiques, mais également géopolitiques et économiques avec l'accélération de la fonte des glaces. La publication en 2021 d'un nouveau plan quinquennal qui inscrit le développement de la Route Polaire de la Soie dans le cadre de l'initiative Belt & Road confirme l'intérêt scientifique et économique chinois dans la région. Cet intérêt repose en partie sur l'utilisation de la Russie comme d'un partenaire plus qu'un allié dans la région.

LE PIVOT AMÉRICAIN FACE À LA CHINE SOUS D. TRUMP

Les États-Unis ont perçu l'Arctique comme un théâtre d'opérations secondaire après la chute de l'URSS, ce qui a limité le développement de leur présence militaire aérienne et terrestre, en particulier le système d'alerte anti-missiles du NORAD (North American Aerospace Defense Command), désormais de plus en plus obsolète. Cette faiblesse s'étend désormais au système entier de la défense nord-américaine en Arctique, le Canada et les États-Unis ayant une présence militaire navale et terrestre plus faible que la Russie dans la région.

Cependant, l'élection de Donald Trump en 2016 à la Maison Blanche causa un changement dans la politique arctique des États-Unis. Sous Trump, le gouvernement américain était beaucoup plus critique de la politique arctique menée par la Chine et la Russie. Le secrétaire d'État Mike Pompeo accusa directement ces pays de menacer les intérêts américains dans la région lors de la conférence de Rovaniemi en mai 2019, utilisant l'institution comme une plateforme pour discuter des enjeux de sécurité alors que le Conseil en est interdit.

Le discours de Pompeo indiquait que les États-Unis considéraient, comme la Russie, que le pôle Nord est inclus dans la compétition entre grandes puissances et non plus un espace géopolitique en dehors. Ce discours, critique envers les pays également alliés de Washington, est le signe d'une division entre les pays membres et de l'impact du rapprochement sino-russe dans l'Arctique.

Le changement de perspective américain eut des conséquences majeures sur l'équilibre régional. La politique étrangère agressive du président vis-à-vis de la Chine le conduisit à proposer une offre de rachat du Groenland, malgré les traités de défense existant entre le Danemark et les États-Unis. L'administration avait inclus la région dans la lutte globale contre la Russie et la Chine, désignant la Chine comme 'essayant de prendre un rôle dans l'Arctique d'une façon contraire aux normes du droit international'. Cette nouvelle politique sur l'Arctique s'accompagna d'une nouvelle évaluation de la défense arctique. En novembre 2019, le commandant du NORTHCOM (North American Command) Terrence O'Shaughnessy, déclara au Congrès que l'Arctique n'était plus considéré par l'armée américaine comme une zone tampon avec la Russie mais comme une zone de conflit potentielle en raison de la présence massive d'armes de pointes à longue portée, comme les missiles S-400 russes.

Ce déclin de l'exceptionnalisme arctique sous Trump a eu d'importantes conséquences sur la stabilité de la région, y compris dans les relations entre les États-Unis et ses alliés. L'irrespect des normes diplomatiques établies a eu pour conséquence majeure de renforcer la fracture entre les pays au sein du Conseil, peu avant le début de la période russe de présidence tournante. Cela a affaibli la position américaine au sein du Conseil, d'autant plus que la méfiance de l'administration envers la Russie et la Chine a eu des conséquences durables sur le développement régional, une coopération entre les pays étant nécessaire pour s'assurer que la stabilité soit maintenue.

L'IMPACT DE LA GUERRE EN UKRAINE

L'impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie se fit immédiatement ressentir en Arctique. Le 3 Mars 2022, les 7 autres États membres du Conseil de l'Arctique déclarèrent mettre en pause leur participation à toute réunion du Conseil de l'Arctique, mettant fin à leur coopération avec la Russie. La Russie fut aussi exclue des autres organes de dialogue sur l'Arctique, du Conseil des Ministres Nordiques, du Conseil Euro-Arctique de la Mer de Barents, de la Dimension Nordique, et se retira du Conseil des États de la Mer Baltique.

L'invasion fit basculer davantage l'équilibre du Conseil, avec la candidature de la Finlande et de la Suède pour rejoindre l'OTAN, alors qu'ils étaient déjà pays partenaires de l'Alliance. Cette décision par les deux gouvernements risque de rapprocher davantage la frontière de l'OTAN des bases militaires dans la péninsule de Kola, le centre des opérations russes dans l'Arctique occidental. Le Conseil de l'Arctique, composé majoritairement de membres de l'OTAN, risquerait alors de perdre son objectif initial : faciliter le dialogue entre les pays, au-delà des disputes géopolitiques.

L'ambassadeur russe en Arctique, Nikolai Korchunov a en réponse critiqué la décision des deux gouvernements de rejoindre l'Alliance, insistant sur la possibilité que cette action conduise à une militarisation et une insécurisation de la région. En juin, les états arctiques excepté la Russie ont annoncé un retour limité à la coopération dans la région, à tous les projets ne nécessitant pas la participation de Moscou. Toute mesure majeure sur l'environnement ou la navigation sera cependant impossible à réaliser sans l'accord de la Russie, à la fois en raison du vote par consensus au sein du Conseil et de l'importance du territoire arctique russe. Les accords internationaux signés auparavant vont être extrêmement limités dans leur application en raison du nonaccès au territoire maritime de la Russie et du risque d'escalade de tout incident.

ÉROSION DU MULTILATÉRALISME ET POLARISATION DANS L'ARCTIQUE



Les États-Unis ont adopté une attitude plus active en Arctique. L'administration Biden a annoncé la création du poste d'Ambassadeur américain de l'Arctique le 26 août, prouvant à la fois leur volonté de s'implanter davantage et sur la longue durée dans la région et reconnaissant que l'absence d'ambassadeur limitait la capacité diplomatique de Washington, seul pays des états arctiques à ne pas en avoir dans la région. Une nouvelle doctrine spécifique à l'Arctique fut publiée le 7 octobre, une semaine avant la publication de la stratégie nationale de sécurité, le 12 octobre. Les deux stratégies désignèrent la Russie et la Chine comme étant des menaces pour la sécurité régionale, la Russie en raison du renforcement de sa présence et de son attitude agressive envers les autres États et la Chine à cause de ses investissements dans la région. Washington reconnaît la nécessité de faire plus qu'auparavant pour défendre ses propres intérêts dans la région, percevant la Russie comme étant son principal adversaire à la place de la Chine.

Les pays occidentaux ont augmenté leur coopération en réponse. Malgré les risques, l'exercice militaire Cold Response a été tenu en Norvège en avril 2022. La ministre de la défense canadienne annonça une modernisation du système de défense anti-missile dans l'Arctique, en partenariat avec les États-Unis, le 20 juin. Ottawa signa un accord avec Copenhague pour mettre fin à la dispute territoriale de l'Île Hans et définir leurs frontières maritimes en mer de Lincoln et en mer du Labrador. En mars, le gouvernement canadien a annoncé l'achat de 88 chasseurs furtifs F-35 pour remplacer ses F-18, et le budget annoncé en avril pour l'année 2022 inclut 8 milliards de dollars canadiens dédiés à la défense et modernisation de l'armée, ainsi qu'une révision de la stratégie de défense du pays.

EROSION DU MULTILATÉRALISME ET POLARISATION DANS L'ARCTIQUE

La Russie publia une nouvelle doctrine maritime le 31 juillet, plaçant l'Arctique comme la région la plus prioritaire pour ses intérêts économiques et militaires. La doctrine insiste sur la nécessité de développer l'infrastructure de la Route du Nord-Est, y renforcer le contrôle des navires étrangers ainsi qu'augmenter l'exploitation des ressources de l'Arctique russe. La doctrine inclut également l'intensification de la modernisation de la Flotte du Nord. L'échec de la marine russe en Ukraine a révélé les faiblesses des navires russes. La flotte serait équipée de missiles hypersoniques Zircon, et les brise-glaces russes seraient modifiés pour être équipés d'armements. La Russie se positionne désormais en tant que puissance militaire dominante dans l'Arctique, cherchant à contrer l'OTAN et les États-Unis dans cet espace grâce à cette stratégie.

La réaffirmation après le 20ème Congrès du Parti Communiste chinois, lors d'un appel entre l'ex-Ministre des affaires étrangères chinois Wang Li et son homologue russe Lavrov de la volonté chinoise de supporter la Russie dans ses objectifs est un signe que la Chine va continuer de rester alignée sur la Russie. La déclaration en octobre par la Chine qu'elle ne reconnaît pas le Conseil de l'Arctique dans lequel la Russie n'est pas présente indique une volonté chinoise de continuer à empêcher tout contrôle par les pays de l'OTAN sur la région arctique. Mais bien qu'officiellement le gouvernement chinois ne souhaite pas aller à l'encontre des sanctions occidentales, son soutien à la Russie a augmenté depuis quelques mois, allant même jusqu'au potentiel envoi d'armes. Pour cette raison, la présence chinoise en Arctique, à la fois dans l'espace maritime et au sein des forums multilatéraux doit être surveillée. La politique de soutien vis-à-vis de Moscou est un signe que Pékin a choisi son camp, risquant à la fois d'affaiblir les garanties de sécurité et de renforcer les risques d'une présence chinoise plus importante dans la région.



CONCLUSION

La situation actuelle en Arctique va perdurer tant que le conflit en Ukraine continuera. Cette situation risque ainsi de s'installer sur la durée si les liens entre les pays occidentaux et la Russie restent coupés. Il est difficile de dire quand et comment la situation pourrait évoluer, mais il n'y aura aucun retour possible à la collaboration d'avant-guerre. À l'heure actuelle, les pays occidentaux ont créé de plus en plus de restrictions dans leurs relations avec la Russie, et le dialogue avec la Chine est de plus en plus difficile. Le 20ème Congrès du Parti et le rapprochement maintenu avec la Russie nous a fait comprendre qu'une crise majeure avec les États-Unis arrivait dans un futur potentiellement proche sur le statut et l'indépendance de Taiwan. Il n'y aurait pas de détente des tensions actuelles, nous rapprochant davantage d'une situation de confrontation face à Pékin.



L'Arctique demeure donc un nouveau théâtre d'opposition entre les pays occidentaux et le bloc sino-russe, la période de l'« exceptionnalisme arctique » étant définitivement terminée. La sécurité de l'Arctique dans son ensemble dépendra de la capacité de l'Occident à moderniser ses défenses, de façon assez rapide et puissante. De son côté, la Russie a un besoin critique des ressources dans l'Arctique et la Chine prend de plus en plus position en support de la Russie. La situation actuelle arctique fait planer beaucoup de questions sur l'avenir de la région.

SOURCES

- Mikhail Gorbachev, the Murmansk Initiative, and the Desecuritization of Interstate Relations in the Arctic : KRISTIAN ÅTLAND. Cooperation and conflict. Septembre 2008.
- Canada and the Origins of the Arctic Council : P. Whitney Lackenbauer and Ryan Dean (<https://www.naadsn.ca/wp-content/uploads/2021/10/18-DCASS-Canada-Origins-Arctic-Council-PWL-RD-upload.pdf>)
- Déclaration sur la création du Conseil de l'Arctique (Ottawa, Canada, 1996) : Site gouvernemental du Canada.
- Russia's strategy in the Arctic: cooperation, not confrontation : Jørgen Staun. Cambridge University Press. 8 mai 2017.
- Arctic oil and natural gas resources : EIA (US Energy Information Administration). 20 janvier 2012.
- The Integration of Emerging Powers into Club Institutions: China and the Arctic Council : Mathew. D. Stephen. Kathrin Stephen. Global Policy. Octobre 2020.
- Kiruna Declaration : Arctic Council Secretariat. Kiruna, Suède, 15 mai 2013.
- The Arctic as a "Strategic" and "Important" Chinese Foreign Policy Interest: Exploring the Role of Labels and Hierarchies in China's Arctic Discourses : Patrik Andersson. Journal of Current Chinese Affairs. <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/18681026211018699?download=true>
- China's Arctic Engagement : Justin Barnes, Heather Exner-Pirot, Lassi Heininen, and P. Whitney Lackenbauer. NAADSN (North American and Arctic Defence and Security Network)
- Russia plans to set up an Arctic air defense 'dome' with S-400 missiles : Arctic Today. 9 décembre 2019.
- Russian Chair of the Arctic Council: "The Council's Work Should Be Resumed As Soon As Possible" : High North News. 1er juin 2020.
- National strategy for the Arctic region : Maison Blanche. Octobre 2022. <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/10/National-Strategy-for-the-Arctic-Region.pdf>
- China and the 'Two Arctics' : Marc Lanteigne. The Diplomat. 18 octobre 2022.



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

